



# PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de la coordination  
des services de l'Etat

## Arrêté n° 2020/DCSE/ 047 modifiant l'arrêté n° 2020/DCSE/035 rendant obligatoire le port du masque dans les zones à forte concentration de personnes de la commune de Vulaines-sur-Seine

**Le préfet de Seine-et-Marne  
Officier de la Légion d'honneur**

**Vu** la loi n°2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n°2020-860 du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé ;

**Vu** le décret du Président de la République du 15 janvier 2020 portant nomination de monsieur Thierry Coudert en qualité de préfet de Seine-et-Marne ;

**Vu** l'arrêté n° 20- BC-008 du 10 février 2020 donnant délégation de signature à M. Cyrille Le Vély, secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne

**Vu** le rapport en date du 4 août 2020 du directeur général de l'agence régionale de santé d'Ile-de-France sur l'évolution de la situation épidémiologique et les propositions de mesures de prévention contre la propagation du Covid-19 en Ile-de-France ;

**Vu** l'arrêté n° 2020/DCSE/035 rendant obligatoire le port du masque dans les zones à forte concentration de personnes de la commune de Vulaines-sur-Seine ;

**Considérant** que l'Organisation mondiale de la santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (Covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

**Considérant** le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ;

**Considérant** que la loi n°2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire prévoit, à son article 1<sup>er</sup>, d'une part que le Premier ministre peut réglementer la circulation des personnes et, d'autre part, qu'il peut habiliter les préfets à prendre toutes mesures générales ou individuelles d'application de cette réglementation ;

**Considérant** qu'aux termes des dispositions du II de l'article 1<sup>er</sup> du décret n°2020-860 susvisé : « dans les cas où le port du masque n'est pas prescrit par le présent décret, le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent » ;

**Considérant** que le virus affecte particulièrement le territoire du département de Seine-et-Marne, plusieurs foyers épidémiques y ayant été recensés au cours des dernières semaines ; que le taux d'incidence est de 37,7 nouveaux cas pour 100.000 habitants le 22 août 2020, en augmentation par rapport à la semaine du 14 août 2020 (24,7 cas pour 100.000 habitants) ; que le taux de positivité des test est de 5,2% au 22 août 2020, en hausse par rapport à la semaine précédente (4%) ; que l'aggravation rapide de la situation, analysée sur la base de ces indicateurs, laisse apparaître une circulation rapide du virus ;

**Considérant** l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter les risques de contagion, en particulier dans l'espace public, favorisant les rassemblements et, par suite, propices à la circulation du virus ; qu'en outre, une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à détériorer les capacités du système médical ;

**Considérant** que l'intérêt de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances, afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ;

**Considérant** qu'il appartient au préfet de Seine-et-Marne de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées dans le département ;

**Considérant** que, dans un contexte de période estivale, il est constaté que plusieurs espaces publics donnent lieu à des réunions et des brassages importants de personnes et à des concentrations fortes de piétons, comme les marchés publics de plein air, les brocantes et les vide greniers ; que le respect systématique des gestes barrières est rendu difficile dans ces espaces en cas de forte affluence ;

**Considérant** que le port du masque étant de nature à limiter substantiellement le risque de circulation du virus dans ces espaces publics qui se caractérisent par leur niveau de fréquentation élevé, il y a lieu de l'y rendre obligatoire ; que la violation de cette interdiction est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4<sup>ème</sup> classe et, en cas de récidive dans les quinze jours, d'une amende prévue pour les contraventions de la 5<sup>ème</sup> classe, ou, en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3.750 euros d'amende, ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général ;

**Considérant** la demande exprimée par M. le maire de Vulaines-sur-Seine le 24 août 2020 souhaitant définir une zone de port obligatoire du masque dans certaines zones très fréquentées de la commune de Vulaines-sur-Seine ;

Vu l'urgence ;

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté n° 2020.DCSE/035 du 19 août 2020 est complété comme suit :

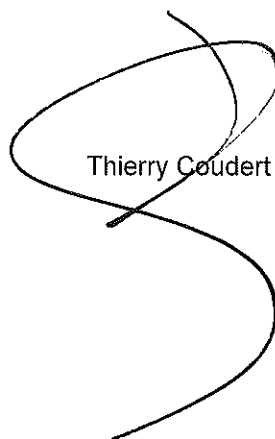
A compter du 1<sup>er</sup> septembre 2020 à 8 heures, et pour une durée d'un mois, le port du masque est obligatoire pour les personnes d'onze ans et plus dans les zones de la commune de Vulaines-sur-Seine où la fréquentation est rendue difficile par la forte fréquentation :

- place Charles de Gaulle ;
- rue Riché
- ruelle Goby ;
- parking rue Pasteur ;
- parc d'Erceville.

Le reste sans changement.

**Article 2** : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne, Monsieur le Sous-préfet de Fontainebleau et Monsieur le Maire de Vulaines-sur-Seine sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Seine-et-Marne.

Fait à Melun, le 26 août 2020



Thierry Coudert

*Dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet :*

- *d'un recours administratif gracieux auprès de Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne - 12 Rue des Saints-Pères, 77000 Melun ou hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur - place Beauvau 75008 Paris,*
- *d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Melun - 43 Rue du Général de Gaulle, 77000 Melun.*